

JEAN-PAUL GOUTEUX

LA NUIT RWANDAISE

L'implication française dans
le dernier génocide du siècle



IZUBH
ÉDITIONS

avec
L'ESPRIT FRAPPEUR

deux complicités s'enchevêtrent. Les Hutu, présentés souvent comme le « peuple de la glèbe », des « ilotes »¹⁶, sont aussi loués pour leur « foi catholique sincère et pure »¹⁷. Six ans après le génocide, le Vatican continue à aider les prêtres impliqués dans l'extermination de leurs fidèles tutsi. La prélature personnelle de Jean-Paul II, l'Opus Dei, se trouve en l'an 2000 à la pointe du négationnisme et du révisionnisme. Avec le soutien et la bénédiction du Vatican, cette organisation catholique d'extrême droite diffuse sur Internet tout ce qui a une connotation raciste antitutsi¹⁸. La complicité religieuse dans ce génocide est unique. Même si l'Église catholique s'était gravement compromise dans le génocide des Juifs¹⁹, jamais la bonne conscience, ce « racisme de bon aloi »²⁰, n'avait été aussi loin et n'avait persisté aussi longtemps. Il est impossible d'aborder la problématique de la complicité française dans le génocide des Tutsi sans faire l'historique des implications religieuses qui en sont à l'origine.

Il faut aussi souligner les complicités intellectuelles et médiatiques qui ont permis d'en nier l'évidence, d'en étouffer le scandale et de le faire disparaître hors du champ de vision. L'enjeu étant l'impunité des responsables militaires et politiques français. Des experts ont été sollicités par la mission Quilès. D'autres ont écrit spontanément des articles lénifiants, parce qu'ils voyaient là leur devoir. Au moment où la presse se livrait au devoir de vérité, quatre ans après les faits, des journalistes se sont employés à colmater les brèches que faisaient leurs confrères. Des présidents d'ONG, sensibles à l'honneur de l'armée française, ont expliqué qu'elle ne faisait qu'obéir aux ordres. On ne peut comprendre la réussite du blanchiment politique opéré par la mission Quilès sans signaler les attitudes intellectuelles, les mensonges, les silences et les omissions, qui permettent de détourner si facilement les regards.

16. Stephen Smith, « Génocide, le mot et les morts », *Libération* du 6 au 10 mars 1997.

17. Bernard Debré, *Le Retour du Mwami*, Ramsay, 1998, p. 46.

18. Sur le site Internet Inshuti de Minorisa basé en Espagne dont la virulence révisionniste est inégalée (www2.minorisa.es/inshuti).

19. Dont l'historien Henri Fabre fait une recension courageuse *L'Église catholique face au fascisme et au nazisme*, EPO/Espace de Liberté, 1995.

20. Dont parle la journaliste Marie-France Cros, *La Libre Belgique* du 1^{er} juin 1994.

Africain pour certains socialistes français, admirateurs néophytes de la seconde République hutu. Ajoutons encore « *l'imaginaire sud-américain et la théologie de la révolution, faisant des Hutu des équivalents des péons du Salvador, etc.* »³⁹. Ici, c'est le masque « de gauche » ou « progressiste » de l'antisémitisme que l'on retrouve. Celui d'un Proudhon, d'un Georges Sorel ou d'un Marcel Déat.

La ressemblance entre l'idéologie de la « révolution sociale hutu », dirigée contre la minorité tutsi, et l'antisémitisme européen ne doit pas seulement être envisagée comme une curiosité théorique. On peut s'interroger sur leur utilisation politique convergente par la France mitterrannique et par l'Allemagne nazie, en lisant Bernard Debré, ancien ministre de la Coopération : « *Quant aux Tutsi, ils évitent soigneusement toute allusion ethnique dans leurs discours. [...] Ils stigmatisent la violence et l'anarchie qui règnent dans le pays. Ils prônent fortement, la bouche en cœur, la démocratie et la liberté... Qui s'élèverait contre ?* »⁴⁰ Les Tutsi de Debré ressemblent aux Juifs peints par Hitler dans *Mein Kampf* : « *Pour dissimuler ses menées et endormir ses victimes, il [le Juif] ne cesse de parler de l'égalité de tous les hommes sans considération de race et de couleur... Il a, en apparence, pour but d'améliorer la condition des travailleurs.* » Hitler ajoute lourdement : « *En réalité, sa raison d'être est de réduire en esclavage et, par là, d'anéantir tous les peuples non juifs...* »⁴¹ Ce que Debré laisse élégamment sous-entendu, mais la conquête par « les Tutsi » d'un « Empire hamite » n'en est pas moins la thèse centrale de son livre.

Écoutons ce que dit encore en 1998 devant les députés un haut responsable du Quai d'Orsay, Paul Dijoud, directeur des Affaires africaines et malgaches de 1991 à 1992 : « *L'échec de la paix paraît*

39. Comme l'explique Jean-Pierre Chrétien dans « Le génocide de 1994 au Rwanda : la chaîne des décisions et la trame des facteurs ». Texte rédigé à la demande de l'Organisation de l'unité africaine, et contribution au rapport *Un génocide évitable*, publié par cette organisation en mai 2000.

40. Bernard Debré, *Le Retour du Mwami. La vraie histoire des génocides rwandais*, ouvrage cité, pp. 109-110.

41. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, traduction française intégrale, Nouvelles Éditions Latines, pp. 301-325. Cité par Léon Poliakov, *Le Mythe aryen*, Calman-Levy, 1971.

Alain Juppé, naïf ou complice ?

Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères, affirme son alignement sur la politique de François Mitterrand en juin 1994. À la question d'un journaliste : « *Apparemment vous êtes sur les mêmes positions que l'Élysée ?* », il répond : « *Sur le Rwanda, nous avons la même analyse.* »⁴⁹ Quelle est cette analyse selon Alain Juppé ? « *Je tiens à dire en tout cas que les analyses avancées ici ou là, accusant la diplomatie française, sont simplement absurdes. Depuis des années, nous avons tenté de favoriser un partage du pouvoir au Rwanda. Sans l'aide de la France, les Accords d'Arusha d'août 1993, auxquels tout le monde se réfère, n'auraient jamais été signés.* »⁵⁰ On a vu qu'à l'état-major de Mitterrand personne ne croyait aux Accords d'Arusha. L'africaniste Jean-François Bayart le signale : « *Des responsables militaires français semblent avoir suggéré au régime Habyarimana, et à son entourage, que les Accords d'Arusha n'étaient ni bons ni inéluctables.* »⁵¹ Ce que certains militaires comme le général Quesnot ou politiques comme Bernard Debré ont avoué aux auditions de la Mission d'information est également corroboré par les faits : seul le premier secrétaire de l'ambassade de France en Tanzanie assistait aux réunions. Si les responsables français avaient accordé la moindre importance à ces négociations, ils auraient envoyé un émissaire plus influent. Un haut gradé français aurait même déclaré en privé : « *Arusha, c'est Munich.* »⁵²

L'option « naïveté » cadre mal avec ce que l'on dit des capacités intellectuelles d'Alain Juppé. Elle cadre mal aussi avec l'appréciation qu'il porte sur Jacques Foccart, l'homme de tous les coups tordus et des sanglantes aventures françafricaines : « *Jacques Foccart [...] fut toute sa vie un acteur engagé des grands combats de la France.* »⁵³ Pour dire cela, il faut considérer que les massacres des Bamilékés et des Bassas du Cameroun, les horribles guerres civiles du Biafra et du

49. *Jeune Afrique* du 23-29 juin 1994.

50. *Ibidem.*

51. « Le Rwanda comme révélateur », interview à *La Vie* du 7 juillet 1994.

52. *Aucun témoin ne doit survivre*, ouvrage cité, p. 763.

53. Cité par *L'Humanité* du 20 mars 1997.

Pourquoi Alain Juppé introduit-il le problème épineux de l'attentat pour disculper la France? Est-il, en juin 1994, « au parfum » d'un plan pour incriminer le FPR dans cet attentat? Le problème est que ce plan s'est vite avéré être un plan boiteux. La « France » a plutôt évité de faire la lumière sur les commanditaires, les acteurs et les organisateurs de cet attentat. Nous verrons qu'il s'agit là d'un des grands secrets du Rwandagate, une épine dans le pied des responsables. Cet attentat était bien perçu par Alain Juppé comme le moyen de « casser » les Accords d'Arusha. Mais il doit savoir aussi qu'à l'Élysée comme à Kigali on ne voulait de ces Accords à aucun prix. Lui-même, pouvait-il y croire? S'il y croyait, pourquoi a-t-il reconnu le gouvernement intérimaire composé uniquement de membres du Hutu Power avec comme Premier ministre Jean Kambanda? Les Accords d'Arusha désignaient Faustin Twagiramungu comme Premier ministre. Il est vrai que celui-ci aurait dû être éliminé par la Garde présidentielle. Faustin Twagiramungu avait échappé de justesse à son assassinat. Était-ce suffisant pour ne pas respecter ces accords? Reste la possibilité de penser qu'au fond de lui-même il en souhaitait sincèrement l'application...

Bernard Debré dénonce le complot « hamite »

L'adhésion de certains hommes politiques français à la logique mise en œuvre par les génocidaires est surprenante. Un exemple de ce syndrome est fourni par *Le Retour du Mwami*, un livre écrit par un spécialiste du cancer de la prostate, médecin de François Mitterrand, devenu ministre de la Coopération (novembre 1994-mai 1995) par la grâce du Prince⁷⁰. D'où une certaine candeur atypique dans un monde politique tissé de connivences et de roueries. Fraîchement nommé ministre, Bernard Debré expliquera que si « *la politique française à l'égard du Rwanda est difficile à cerner [...], c'est que l'Élysée, le président Mitterrand, est très attaché à l'ancien président Habyarimana et sa famille, et à tout ce qu'était l'ancien régime* »⁷¹.

70. Bernard Debré, *Le Retour du Mwami. La vraie histoire des génocides rwandais*, Ramsay, 1998.

71. Sur les ondes de RFI, le 18 novembre 1994.

Ce livre illustre la vision ethniste officielle de la réalité africaine (au premier degré). Bernard Debré y explique que « *le peuple tutsi va reprendre sa marche séculaire* » en Afrique avec son nouveau roi ou « *Mwami* » Paul Kagame. Les Tutsi auraient pour but d'établir un « *empire* » dans la région des Grands Lacs.

La couronne de « *Mwami* », dont Bernard Debré coiffe avec insistance celui qui n'était alors que vice-président, sert à montrer la nature « féodale » du pouvoir tutsi et légitimer ainsi l'intervention française par l'aide aux « serfs hutu » et à leur révolution. La proximité des propos de Bernard Debré et des thèses publiées dans *Kangura* interroge. C'est d'autant plus troublant que ce journal, porte-parole de l'*akazu*, répandait ces thèses dans le but de réaliser un génocide. Cette proximité pourrait être liée à la fréquentation du président Juvénal Habyarimana. À moins que Debré se soit simplement fait briefer par les officiers des RPIMa du Détachement de l'assistance militaire à l'instruction (Dami) impliqués au Rwanda. Il s'agit en effet d'une propagande distillée et instrumentalisée autant par le Hutu Power que par le lobby militaro-africaniste et les services secrets français. Les auditions de la Mission d'information le confirmeront. Les militaires français parlaient de « *Tutsiland* » et de « *pays hutu* » dans leurs correspondances privées et mêmes dans leurs directives officielles ⁷².

Ce mythe, associé au « complot anglo-saxon », est repris par la secte politique d'extrême droite Nouvelle Solidarité et la revue *Executive Intelligence Review (EIR)* de Lyndon Larouche, éditée en Angleterre. On le retrouve également sous la plume de Pierre Péan et Jean-François Bizot dans un article de *L'Almanach d'Actuel*, un article dont la valeur intellectuelle est proche de celle des premières versions de *Tintin au Congo*: « Congo: La longue marche de l'Empire tutsi » ⁷³.

72. Mission parlementaire, tome II. Annexes, pp. 239, 279, 387.

73. Pierre Péan et Jean-François Bizot, *L'Almanach d'Actuel*, 1999, pp. 139-147.

LE PLAN DE LA DYNASTIE TUTSI POUR COLONISER LE KIVU

Les célèbres *Protocoles des Sages de Sion*, manipulation antisémite inventée par la police tsariste, étaient utilisés par les nazis pendant la Shoah⁷⁴. Bernard Debré, en pleine « guerre de basse intensité » contre le nouveau Rwanda, reprend les thèmes vénéusement racistes d'un faux grossier similaire: le « Plan de la dynastie tutsi pour coloniser le Kivu ». « Ce "plan" [...] a été diffusé depuis les années soixante dans le Kivu, relancé dans les années quatre-vingt par certains services rwandais et orchestré par la propagande de Kangura, de la RTLM et du régime Habyarimana. »⁷⁵ Ce document aurait été « gardé ultra-secret par les Tutsi jusqu'à sa découverte à Nyamitaba en 1962 » et « dévoilé » par l'opposition ougandaise (UDC), expliquent ceux qui diffusent cette propagande⁷⁶. Il est toujours distribué par des Rwandais et des Congolais « conscientisés » à la problématique raciale, afin de « lutter contre les méfaits de la pieuvre tutsi ». Depuis 1997, il est propagé sur Internet. Des étudiants zélés le distribuent même sous forme de tracts lors des réunions. Cette propagande entraîna le massacre au Congo-Kinshasa de milliers de civils « d'aspect tutsi » à partir d'août 1998 et les mois suivants.

Pour fixer les idées et donner le niveau d'une telle prose, citons la première phrase: « Puisque nous sommes numériquement faibles au Kivu et que, pendant les élections de 1960 [au Zaïre], nous avons réussi d'une façon très magistrale à nous fixer au pouvoir en nous servant de la naïveté bantou et que d'autre part notre malignité a été découverte un peu plus tard par les Congolais, tout Mututsi de quelque région qu'il soit est tenu à appliquer le plan ci-dessous... » Suivent des recommandations, dont la n° 6: « Quand nous aurons acquis tous les postes importants, nous serons bien placés pour muter tous les ennemis bantous à notre guise et surtout les Bahutu », ou la n° 11: « Dès que la conscience ethnique naît, divisons les promoteurs de cette conscience. – Diviser pour régner »! Tout le reste est à l'avenant.

74. « À cause de son immense impact psychologique et de ses tragiques conséquences concrètes, c'est avec raison qu'on a pu le qualifier de justification pour un génocide. » Bernard Lewis, *Sémites et antisémites*, ouvrage cité.

75. Jean-Pierre Chrétien, *Le Défi de l'ethnisme*, ouvrage cité, p. 371.

76. Lettre ouverte n° 33, mai-juin 1998, du docteur Tumba Tutu de Mukose.

Ceux qui s'étonneraient de l'infantilisme de tels raisonnements sont ceux qui ignorent la prégnance et la réalité de tels fantasmes aux plus hauts lieux de décision en France. Stephen Smith et Antoine Glaser, qui ont leurs petites entrées dans les sanctuaires de la Françafrique, en ont rapporté cette observation : « *Dans le vaste bureau du chef d'état-major des armées françaises donnant sur le boulevard Saint-Germain, une carte esquisse déjà le nouvel axe de partage nord-sud à partir du "Tutsiland", nom de l'Ouganda jusqu'au Burundi en grignotant sur le Kivu zairois et le Nord-Est kenyan [...].* »⁷⁷ Le « Tutsiland » se retrouve dans la carte de l'article de Pierre Péan et Jean-François Bizot paru dans *L'Almanach d'Actuel*. Ces auteurs, pour nous convaincre de « *la longue marche de l'Empire tutsi* », expliquent : « *Comprenez qu'entre Rwandais et Ougandais, il n'y a guère plus de différence qu'entre Touareg du Niger et d'Algérie* », ce qui témoigne d'une ignorance crasse des réalités culturelles et linguistiques de l'Ouganda et du Rwanda⁷⁸.

La manipulation raciste de la version hamite des *Protocoles des Sages de Sion* (voir encadré page 126) fonctionne à plein. Bernard Debré reprend mot pour mot l'analyse des « experts » militaires français : « *Nous avons donc, de fait, un nouvel empire tutsi, avec à sa tête, un "Mwami" en la personne de Paul Kagame, et une grande fédération tutsi qui englobera certainement dans les années à venir le Kivu, le Rwanda et le Burundi, et peut-être une partie de l'Ouganda. Les "guerres napoléoniennes tutsi" pour reconquérir les pays des Grands Lacs ne sont pas achevées.* »⁷⁹ Le fait qu'il s'agit précisément de la propagande utilisée pour justifier l'extermination d'un million et demi de civils ne semble troubler personne. L'Afrique est le continent où tout est permis.

En page de garde de son livre, Bernard Debré remercie Bernard Lugan, qui, nous dit-il, l'a « *aidé à comprendre ce pays* ». Or, ce professeur à l'université de Lyon III se rattache à la lignée des

77. Antoine Glaser, Stephen Smith, *L'Afrique sans Africains*, Stock, 1994, p. 184.

78. La signature de Pierre Péan est ce qui rend intéressant cet article bâclé qui donne l'impression d'être fait sur commande.

79. Interview au *Figaro magazine* du 20 juin 1998.

« ethnologues » directement issue des « raciologues » du début du siècle. Ces « savants », de Quatrefages au docteur Verneau, voient dans l'idée de race la base théorique des différences culturelles. Leurs écrits ont servi de justification aux crimes coloniaux. Ajoutons que Lugan a présidé en 1985 une thèse qui légitimait les théories avancées dans les *Protocoles des Sages de Sion*⁸⁰. Avoir un tel mentor comme conseiller en « ethnologie » rwandaise est d'un secours précieux pour l'ancien ministre de la Coopération. Pouvait-il, dans ces conditions, ne pas « comprendre » le Rwanda ? Sous Vichy, il y avait un secrétariat d'État aux Questions juives. Le brillant professeur Georges Montandon, « ethnologue officiel » du gouvernement, occupait ce poste. On a l'impression, ici, d'avoir affaire à une sorte de secrétaire d'État à la Question tutsi.

La supériorité intellectuelle que Lugan accorde aux Tutsi sur les Hutu, comme l'ont fait avant lui colons et missionnaires, est retournée par Debré contre les Tutsi, qu'il traite dans son livre de « nazis avant l'heure ». Là encore, on retrouve la propagande extrémiste, diffusée en 1991 dans une brochure officielle du régime Habyarimana. Voici comment elle présentait les « enjeux réels » du FPR : « Restaurer la dictature des extrémistes de la minorité tutsi assise sur un génocide, l'extermination de la majorité hutu. Instituer dans la zone bantou de la région des Grands Lacs (Rwanda, Burundi, Zaïre, Tanzanie, Ouganda) un vaste royaume hima-tutsi, ethnie qui se considère supérieure, à l'instar de la race aryenne et qui a pour symbole la croix gammée de Hitler. »⁸¹ Debré fustige l'aveuglement de ceux qui n'assimilent pas les Tutsi aux nazis : « Pour ne pas voir les Tutsi considérés implicitement comme des "nazis avant l'heure", certains auteurs occidentaux préfèrent nier la réalité. »⁸²

80. Du chercheur tunisien Abdelhamid Bdioui, en octobre 1985 (les « Dossiers de Golias » *Les Faussaires de l'histoire*, éditions Golias, 1999, p. 91). Voir le chapitre VIII, « Complicités intellectuelles ».

81. Dépliant de l'Association des femmes parlementaires pour la défense des droits de la mère et de l'enfant (*sic*), en collaboration avec le professeur Léon Mugesera, Kigali, février 1991. Jean-Pierre Chrétien souligne que cette référence à la croix gammée a été reprise naïvement dans la presse française, *Le Défi de l'ethnisme*, ouvrage cité, p. 371.

82. Bernard Debré, *Le Retour du Mwami*, ouvrage cité.

C'est oublier un peu vite que le principe gobinien de la « supériorité hamite » est issu du milieu missionnaire et colonial. En désignant le FPR qui a mis fin au génocide comme un parti nazi, il ne fait qu'inverser outrageusement la réalité. C'est une médiocre faurissonnerie⁸³. Mais assimiler globalement « les Tutsi » aux nazis, c'est, plus simplement et prosaïquement, du racisme.

« *Le manichéisme racial est le fil conducteur de ce livre [Le Retour du Mwami]* », nous dit l'historien Jean-Pierre Chrétien, qui en souligne les erreurs et les approximations douteuses⁸⁴. On peut se demander ce qu'est, au fond, un « Tutsi » pour Bernard Debré et pour les militaires qui les dénoncent comme des ennemis de la France. Une race morphologiquement et intellectuellement définie ? Une mention sur une carte d'identité ? Un ennemi fantasmé ? Le « Tutsi » prend la même apparence fantasmatique que le « Juif » de la propagande antisémite. La dénonciation d'un « complot hamite », l'appel à la lutte contre les « Tutsi » ne sont pas anodins. Dans cette région d'Afrique, de tels propos sont des appels au meurtre.

Si Kagame a le mérite d'avoir mis fin au génocide, il l'a fait en battant les Français qui soutenaient les génocidaires. Les tentatives de 1995 pour renverser le nouveau Rwanda ont toutes échoué. De ce fait, Paul Kagame est devenu un chef d'État important et incontournable. Or, si la Françafrique préfère les chefs d'État qu'elle a mis en place elle-même, ses « experts » pratiquent également la *real politik*... Comme Paul Kagame a pris le pouvoir, il ne peut qu'être devenu le nouveau « roi nègre » du pays, le *Mwami* dont parle Bernard Debré. La passionnante anecdote qui suit atteste de cette vision de la réalité africaine. Après la visite du secrétaire d'État français délégué à l'Action humanitaire Xavier Emmanuelli, au Rwanda, les 18 et 19 septembre 1995, un homme politique kenyan,

83. Faurissonnerie : néologisme construit à partir du nom du négationniste Robert Faurisson, repris de Pierre Vidal-Naquet dans *Les Assassins de la mémoire*, ouvrage cité.

84. Dans un article publié par *Libération* le 5 août 1998, malheureusement amputé d'un tiers. Le titre proposé par l'auteur « Les protocoles du complot américano-tutsi », est devenu « Le machiavélisme racial de Debré », manichéisme devenant « machiavélisme ».

enfants de moins de douze ans ont été également déportés. Le monument d'Izieu est dédié à la déportation des enfants juifs de France dont l'ami Bousquet est l'artisan. L'image de Mitterrand s'agenouillant au Mémorial d'Izieu, au moment même où il sait que le massacre des enfants tutsi fait rage au Rwanda, se veut émouvante. Elle donne la nausée. Avec le Rwanda, François Mitterrand surpasse de loin Bousquet. À Izieu, il montre jusqu'où peut aller le cynisme.

Impliquer la France dans un génocide n'est pas un acte gratuit, que l'on peut prendre à la légère. Il s'agit d'un choix réfléchi, le choix d'un chef d'État calculateur et sûr de lui. L'amiral Antoine Sanguinetti a dénoncé le racisme meurtrier des officiers des troupes de marine¹⁰⁵. Cependant, même si les qualités de l'ex-coloniale ont permis, sans problème, cette implication démente, elles expliquent là encore le « comment » mais pas le « pourquoi ». De même, l'instrumentalisation de l'ethnisme dans les hautes sphères du pouvoir français au nom de la *real politik* rendait ce choix possible, sans toutefois l'expliquer. Ce choix est encore moins la conséquence des affaires minables entre Jean-Christophe Mitterrand et Jean-Pierre Habyarimana¹⁰⁶. Ce n'est pas non plus un caprice du Prince, en raison d'une indéfectible amitié qui lierait Mitterrand et Habyarimana ou leurs deux familles¹⁰⁷. Ajoutons, pour compléter le tableau, que l'importance économique de ce pays est quasi nulle, alors comment comprendre l'engagement du Prince dans une politique aussi risquée ?

Mon hypothèse est que l'intérêt du Rwanda pour la Françafrique relève d'un enjeu stratégique double. Le premier aspect de cet enjeu est global : **le FPR menaçait l'ordre françafricain**. Face à cette menace, il n'était plus question de divergences ou de concurrence mais d'union sacrée. Mitterrand et son état-major ne pouvaient prendre seuls un tel risque. Il fallait impliquer d'autres réseaux. D'ailleurs, la politique française en Afrique mise en œuvre dès 1982 par François Mitterrand

105. Supplément n° 49 de *La Ligue de l'enseignement*, mai 1997.

106. Évoquées par l'Observatoire national des drogues, *Dépêche internationale des drogues* n° 34, août 1994.

107. Hypothèse mise en avant par Pascal Krop dans *Le Génocide franco-africain*, ouvrage cité, p. 88 et, comiquement, par Bernard Debré sur les ondes de RFI, le 18 novembre 1994.

tique rwandais. » La traditionnelle photo de crânes a pour légende : « Les Tutsi ont provoqué le génocide des Hutu pour se rendre maîtres du pays. » Il y a même une analyse : « En clair, les "durs" de la rébellion tutsi contre le régime hutu, au moment où une négociation de paix était en voie d'aboutir, ont sciemment [...] provoqué l'explosion de haine ethnique dont des centaines de Tutsi ont sans doute été victimes, mais qui leur a permis de prendre le pouvoir. »⁸⁹ Au passage, le mythe des « Khmers noirs » resurgit. S'il est associé à la théorie du double génocide dans *Valeurs actuelles*, *Marianne* ne parle que de « génocide des Hutu ». Une semaine plus tard, *Marianne* publiera en encadré les commentaires de Bernard Debré, l'ancien ministre de la Coopération, avec un énorme titre qui en résume le contenu : « Merci *Marianne* pour cette vérité. »⁹⁰

Dénonçant les propos révisionnistes de *Marianne*, le journaliste Mehdi Ba et l'historien Yves Ternon en font une analyse très pertinente dans *Golias*⁹¹. Dans un entretien avec Mehdi Ba, Jean-François Kahn s'enfoncera encore un peu plus dans son mensonge révisionniste. Yves Ternon, historien spécialiste du génocide arménien⁹², retrouve ici des ficelles qu'il connaît bien : « Par un amalgame grossier, le journaliste retourne la vérité et transforme le génocide des Tutsi en génocide des Hutu. Ainsi, procèdent ceux qui inondent les réseaux d'Internet de discours haineux où s'épanche l'antisémitisme qui nourrit la négation de la Shoah. »⁹³ Les explications de Jean-François Kahn sont en effet les pires caricatures du genre. Les historiens travaillant sur la négation des crimes contre l'humanité peuvent mettre l'article de *Marianne* dans leurs archives.

89. *Marianne* du 20 au 26 mars 2000. Article non signé.

90. *Marianne* du 10 au 16 avril 2000.

91. Mehdi Ba, *Golias magazine* n° 71, mars-avril 2000 : « De l'attentat au négationnisme », pp. 26 à 34.

92. Auteur d'un ouvrage remarquable sur le négationnisme : *Du Négationnisme. Mémoire et tabou*, Desclée de Brouwer, 1999.

93. Yves Ternon, *Golias magazine* n° 71, mars-avril 2000 : « À propos du négationnisme », pp. 20-23.

Paul Kagame et ses hommes. violemment opposés à la restitution, dans le cadre des accords de paix israélo-arabes, des territoires conquis par Israël, ces extrémistes israéliens ont fait savoir qu'en pareille hypothèse ils viendraient rejoindre les rangs de Paul Kagame pour se mettre au service de l'édification de l'empire tutsi et de la reconquête des terres. »

La propagande primaire du Hutu Power vient ici se greffer sur des faits trop précis, trop bien agencés pour être faux ou du moins, pour ne pas être très sérieusement pensés par des spécialistes. Cela ressemble à du mauvais SAS ¹²⁹.

Si Barril, Tavernier et Debré crient haut et fort que le FPR est l'auteur de l'attentat, les militaires français, ennemis jurés du FPR, se font très discrets ¹³⁰. Se sentent-ils trop visibles dans cette affaire au côté de leur ancien collègue Paul Barril ? Le fait est qu'ils incriminent toujours de très curieuse façon le FPR, en semblant avoir peur de le faire. Il est même drôle de voir comment l'un des rapporteurs de la Mission a donné des sueurs froides au général Philippe Mercier, en essayant de lui faire dire que c'était le FPR l'auteur de l'attentat ¹³¹. De toute évidence, ils avaient pour consigne de ne pas se prononcer. La véhémence bouffonne de Bernard Debré détonne par rapport à ces accusations gênées et nuancées. Le général Quesnot, par exemple, « *n'a pas de certitude* ». Il fait remarquer néanmoins à la Mission que « *la France ne pouvait à la fois être accusée de soutenir le président Habyarimana et de l'avoir tué* ». Raisonnablement intéressant. Les extrémistes hutu ne pouvaient pas l'avoir fait davantage puisque « *étaient présents à bord de l'appareil [...] le chef d'état-major des FAR et un des dirigeants de la Garde présidentielle* ». Reste le FPR. Et Quesnot démontre de façon élaborée la logique de la chose. « *À qui profite le crime ?* », demande-t-il ¹³².

129. Le bon SAS, lui, penche pour l'implication de la CIA : Gérard de Villiers, SAS. *Enquête sur un génocide*, ouvrage cité.

130. Que ce soit Jacques Lanxade ou les sous-fifres.

131. Bernard Cazeneuve. Mission parlementaire, tome III, vol. 1, p. 436.

132. *Ibidem*, p. 343.

derniers temps figure d'informations géopolitiquement correctes sous des plumes autorisées »⁹. Bernard Debré y a consacré un livre poussé au-crime et Pierre Péan plusieurs articles du même niveau¹⁰. Hubert Védrine, complètement englué dans l'ethnisme, avait fait des propositions de découpage du Rwanda en un Hutuland et un Tutsiland¹¹. Stephen Smith appelle toujours les « *Hutu majoritaires* », réduits « *en ilotes, citoyens de seconde zone au fond des collines* » (*sic*), à briser leurs chaînes¹². Alexandre Adler y participe aussi, dans *Courrier international*, qualifiant d'« *aristocraties armées* » les États rwandais et ougandais¹³. La propagation de ce racisme devient pour les autorités concernées, leurs services et leurs serviteurs, un moyen d'escamoter les responsabilités françaises au Rwanda.

Il y a un dénominateur commun à tous ces articles de presse, livres et déclarations politiques : une vision ultra manichéenne de la politique internationale. D'un côté, les forces du bien, la France, les Hutu et, de l'autre, des forces du mal, un complot américano-tutsi. Comme si un petit cercle de militaires d'extrême droite obsédés par le complot juif-tutsi-américain mondial manipulait l'information fournie par les Services, à l'interface avec les politiques et les journalistes¹⁴. Le génocide est désespérément dénoncé, à travers les articles de Marie-Roger Biloa, d'*Africa International* ou de Stephen Smith,

9. Jean-Pierre Chrétien, *Le Défi de l'ethnisme*, ouvrage cité, pp. 371-372.

10. Bernard Debré, *Le Retour du Mwami*, ouvrage cité, et *Le Figaro magazine* du 16 novembre 1996. Pierre Péan et col. dans *L'Almanach d'Actuel* ou *Le Vrai Papier Journal*, articles cités.

11. *Le Point* du 23 novembre 1996.

12. Stephen Smith : « L'injustice internationale », *Le Monde* du 18 mai 2001. Cet article est un condensé de toute la propagande des services secrets français (dans sa version extrémiste), sur un ton agressif. Stephen Smith a quitté *Libération* pour être repris par *Le Monde*.

13. « Aristocraties armées », éditorial édifiant de *Courrier international*, 15 au 21 décembre 1994. Voir également du même auteur : « Zaïre : la main de l'Ouganda, les arrière-pensées des États-Unis », *Courrier international*, 7 au 13 novembre 1996.

14. Ces agents seraient plutôt proches de la DRM du général Jean Heinrich (actuellement passé au privé), la DGSE paraissant moins psychorigide et plus pragmatique (certains de ses « experts » pourraient être à l'origine de la tentative élyséenne de rallier Kagame à la Françafrique).

d'eux-mêmes et dominateurs » les Israéliens²⁷. À l'époque, l'ensemble de la presse s'était ému des connotations antisémites de ces propos. Aujourd'hui, lorsqu'un universitaire reprend les mêmes termes pour qualifier les Tutsi, personne ne juge bon de le relever. Pour la revue *Commentaire*, tout cela semble aller de soi, s'agissant du Rwanda.

L'ethnisme implicite²⁸

Le livre de l'historien Gérard Prunier sur le Rwanda²⁹ est un document de référence, donnant des informations essentielles sur le rôle des acteurs français (souvent glissées en notes de bas de page). Prunier assimile dans ce livre le FPR (et le président ougandais Museveni) à une « *élite tribale antitribaliste* ». Il faut rendre hommage au fait qu'il est un des rares analystes à souligner les idéaux anti-ethnistes du FPR. N'oublions pas le contexte ethniste ambiant. Les soutiens occidentaux au régime de Habyarimana s'évertuaient à présenter les « Tutsi du FPR » comme des féodaux perfides et dominateurs. Lorsque les idéaux anti-ethnistes du FPR n'étaient pas escamotés, ils étaient mis sur le compte de la « perfidie » des Tutsi que Roland Hureaux qualifie de « *politiciens retors* ». C'est aussi ce qu'explique sans pudeur Bernard Debré : « *Quant aux Tutsi, ils évitent soigneusement toute allusion ethnique dans leurs discours. [...] Ils prônent fortement, la bouche en cœur, la démocratie et la liberté... Qui s'élèverait contre ?* »³⁰ On retrouve cependant une forme implicite de l'ethnisme dans l'ouvrage de Prunier. Dans l'introduction, il présente les origines ethniques de deux de ses collègues historiens rwandais, l'un Hutu, l'autre Tutsi, comme un moyen d'authentifier leurs dires : lorsqu'ils dénoncent une exaction commise par leur ethnie, ils ne peuvent dire que la vérité.

27. Conférence de presse du 27 novembre 1967. Charles de Gaulle précisait que les « *malveillances* » dont les Juifs ont été victimes au fil des siècles ont été « *provoquées* » par les Juifs eux-mêmes, ce qu'il corrige aussitôt par « *suscitées* ».

28. Texte repris partiellement de l'article : « Les soutiens européens à l'ethnisme », *Quasimodo* n° 6, « Fictions de l'étranger », printemps 2000, pp. 39-52.

29. *Rwanda, le génocide*, ouvrage cité.

30. Phrase tirée du *Retour du Mwami*, déjà citée page 73 pour ses analogies avec un commentaire d'Hitler sur les Juifs.

ci ne sont pas crédules : ils ne croient pas vraiment aux préjugés racistes, ils les utilisent seulement. Qui dit le contraire ? Pensant les disculper, Marc Le Pape ne fait que pointer du doigt le cynisme des dirigeants français et des militaires impliqués au Rwanda. Comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, il fait de la « critique dénonciatrice » sans le savoir ! Restent les propos ethnistes caricaturaux de Robert Galley, de Bernard Debré, de Paul Dijoud et de militaires haut gradés. Si Marc Le Pape les évite, c'est sans doute par décence. Mais en ferait-il la marque d'un racisme tout simple et tout bête, ou d'un degré supplémentaire dans le cynisme ?⁴⁹

À quoi aboutit la critique légitime revendiquée par Marc Le Pape ? « Cela revient à dire que les choix faits entre 1990 et 1993 n'étaient pas vraiment clairvoyants », nous dit-il en conclusion. Mais cet article introduit cependant quelque chose de plus sérieux : la notion de complot. Cette notion a été étudiée en effet par Karl Popper et identifiée dans son concept de *conspiracy theory of society*⁵⁰. Marc Le Pape explique que ces « démarches de dénonciation [...] prétendent engager un travail de dévoilement des secrets d'État. [...] cette offre de révélations, diversifiées (elle provient de journalistes, d'associations, d'universitaires, de témoins...), répond au goût du public pour le clandestin en dénonçant les scandales de la politique secrète ». La « critique dénonciatrice » contre la politique africaine de la France relèverait donc, selon Le Pape, d'une théorie du complot. Elle mettrait en jeu une « sphère d'actions secrètes conduites soit par des acteurs officiels, soit par des agents parallèles », relevant uniquement de l'imagination des « dénonciateurs ». Dans la foulée de cet article, Marc Le Pape attaque François-Xavier Verschave, président de l'association Survie, avec l'aide de sa compagne Claudine Vidal, en reprenant ce thème. Selon ces deux professeurs à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess), cette association ne ferait que privilégier « une version conspiratoire (sic) et souterraine de l'histoire ». Dans un texte intitulé « Les très contestables méthodes de *Billets d'Afrique* », ils expliquent que « la technique consiste à dénoncer l'existence de

49. Je n'ai personnellement pas de réponse nette à cette question.

50. Karl Popper : *Conjonctures et réfutations. La croissance du savoir scientifique*, Payot, 1963, pp. 187-189.

Ces amis d'un certain Rwanda, celui de l'apartheid ethnique, sont clairement identifiés idéologiquement en Belgique. En France, ils jouissent encore d'une réputation d'honorabilité. Les nombreux articles que Pierre Erny a pu faire publier dans *La Croix* ou *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* en témoignent. Leur option ethnique, à laquelle s'accrochent encore nombre d'historiens, de journalistes et d'hommes politiques, s'est pourtant bien révélée être une effroyable impasse. Les arguments d'un racisme ranci qu'utilise Pierre Erny sont en eux-mêmes accablants : « *Vouloir biaiser une réalité biologique et sociale à partir de considérations morales est le meilleur moyen de tout embrouiller. Si l'on élimine artificiellement le paramètre racial au lieu de le traiter objectivement et sans passion, on le conduit inévitablement à resurgir dans l'irrationnel* » (p. 35). On sait pourtant depuis la Shoah que le danger est au contraire dans l'exploitation idéologique et donc rationnelle des catégorisations « raciales ». Au Rwanda, on a évité l'irrationnel : le paramètre racial était inscrit sur les cartes d'identité. On touche là l'essence même du racisme : cette volonté de donner à la haine un fondement objectif ⁹¹.

Dans *Le Retour du Mwami*, Bernard Debré a remercié Bernard Lugan, professeur à l'université de Lyon III, pour l'avoir « *aidé à comprendre ce pays* ». Les idées de Lugan sur « *les peuples dont les femmes ont le ventre le plus fécond* » et qui « *ne sont pas forcément les plus doués pour diriger et pour administrer* » ⁹² pourraient apparaître contradictoires avec le « hutuisme » primaire de Bernard Debré. En réalité, il n'en est rien. Il n'y a pas de contradiction réelle entre un Lugan « pro-tutsi » et un Debré « pro-hutu », mais communion dans l'idée raciale. « *Dans les Afriques [...] vivent des peuples aux différences innées et irréductibles* », écrit Bernard Lugan. On ne saurait être plus clair. D'ailleurs, ce « *spécialiste de l'histoire ethnique* », comme il se qualifie, regrette de devoir mettre « *par précaution* » des guillemets lorsqu'il emploie le mot « race ». Pour Lugan et Debré, c'est l'appartenance « ethnique » qui détermine les

91. Christian Delacampagne, *Une Histoire du racisme*, Le Livre de Poche/France Culture, 2000.

92. Bernard Lugan, *Afrique, de la colonisation philanthropique à la recolonisation humanitaire*, Christian de Bartillat, 1995.

en capital. Tous ces pays louaient unanimement le Rwanda pour « la grande modération de ses leaders, leur option démocratique et l'engagement chrétien de leur politique », ainsi pouvait-on le lire dans une publication de 1985 d'inspiration catholique⁵⁰. Ceux qui glorifiaient béatement le Rwanda pour « sa paysannerie laborieuse, son administration honnête et son christianisme rayonnant », en étant aveugles aux pogromes et à l'apartheid ethnique, ne sont pas spécialement des critiques crédibles du régime actuel.

Sont aussi suspectes les critiques qui condamnent le régime rwandais sans aucune référence ni comparaison avec les dictatures françafricaines (Togo, Cameroun, Congo, Tchad, Djibouti, etc.). Ces « honorables » procureurs reprochent surtout au Rwanda de ne plus en être une, mais ne le diront évidemment pas. Il est en effet difficile de condamner au nom des droits humains le régime de Kigali en louant ceux du Congo, du Gabon, du Togo ou du Tchad ! L'implication de certains hauts responsables français dans le génocide des Tutsi ; la reprise, par la propagande française des services secrets, de la thématique du complot Hima-Tutsi⁵¹ ; la persévérance de ces responsables français à armer et financer l'appareil du génocide même après sa déroute, rendent nécessaire de contrôler le degré d'allégeance françafricaine de ces redresseurs de torts. Car la guerre franco-rwandaise ne s'est pas arrêtée en 1994. Alors que le Rwanda de l'après-génocide avait besoin d'un plan Marshall et d'un Nuremberg à sa mesure, il n'a eu ni l'un ni l'autre⁵². Au contraire, les autorités françaises ont tout fait pour bloquer l'aide à ce pays pendant plus d'un an. « *L'Union européenne avait prévu des crédits spéciaux se chiffrant à près de 200 millions de dollars américains pour le Rwanda, mais les Français mirent leur veto pour empêcher le déblocage de*

50. Baudoin Paternostre de la Mairie, *À la source du Nil, les mille collines du Rwanda*, Téqui, 1985, p. 31.

51. Dont *Le Retour du Mwami* de Bernard Debré, ouvrage cité, est un « révélateur externe ».

52. Comme l'a déclaré l'ancien ambassadeur du Rwanda à Paris, Christophe Mfizi, en 1995.

formation d'un gouvernement de transition. » Quelques jours plus tard, le 28 février, il appelait à Kigali les Hutu à faire « *un front commun* » contre le FPR (cf. Gérard Prunier, *Rwanda, le génocide*, Éd. Dagorno, 1997). Dans le contexte d'exaspération ethnique, sa déclaration fut accueillie par le Hutu Power comme un appel à la guerre raciale.

Debré (Bernard)

Né le 30 septembre 1944 à Toulouse, fils de l'ancien Premier ministre gaulliste Michel Debré et frère jumeau de Jean-Louis Debré, ancien ministre de l'Intérieur. Urologue de réputation internationale, il devint le chirurgien de François Mitterrand. Pouvant difficilement se passer de sa présence, ce dernier, dont l'état de santé empirait, le fit nommer ministre de la Coopération (1994-1995). Très proche de Charles Pasqua, il soutint Édouard Balladur contre Jacques Chirac. Considéré comme proche de l'Opus Dei, il présente les Hutu comme porteurs d'une « *foi catholique sincère et pure* ». Il s'est violemment positionné contre les Accords d'Arusha qui étaient, selon lui, « *d'une stupidité à toute épreuve [...], une conjonction de bêtise et d'aveuglement* ». Ceux qui y croyaient étaient « *soit des utopistes, soit des hypocrites, soit des imbéciles – Rien n'interdisant d'être les trois à la fois!* » Dans son livre, *Le Retour du Mwami*, il dénonce ce qu'il considère comme une volonté hégémonique des Tutsi sur l'Afrique. Au cours de cette diatribe antitutsi, il commet d'étranges erreurs qui ne sont pas sans rappeler les théories du Hutu Power sur les « faux Hutu » (les opposants). Ainsi, il imagine qu'Agathe Uwilingiyimana, Premier ministre hutu issu de l'esprit d'Arusha, assassinée le premier jour du génocide, était tutsi. Il diffuse l'idée d'un double génocide : « *Le nettoyage ethnique organisé par les Tutsi se révèle aussi brutal et organisé que le génocide perpétré par les Hutu.* » Il qualifie les Tutsi de « nazis ».

Decraene (Philippe)

Né le 5 octobre 1930 à Paris, auditeur à l'IHEDN. Journaliste, ancien responsable de la rubrique Afrique du *Monde*, Philippe Decraene, devenu directeur du Centre des hautes Études pour l'Afrique et l'Asie modernes (Cheam), dirige la lettre confidentielle *Marchés tropicaux*. Son épouse, Paulette Decraene, elle aussi spécialiste des affaires africaines et de défense, fut coresponsable du secrétariat particulier de François Mitterrand pendant ses deux septennats. Notons que Philippe Decraene, ex- grand journaliste

JEAN-PAUL GOUTEUX

LA NUIT RWANDAISE

L'implication française dans le dernier génocide du siècle

Ce livre est une analyse approfondie des implications politiques françaises au Rwanda, des soutiens militaires, des relais médiatiques et intellectuels à un nazisme africain et de leurs conséquences ultimes : la réalisation du génocide des Tutsi en 1994. *La Nuit rwandaïse*, c'est l'histoire de l'abandon d'une minorité désarmée, l'holocauste de civils livrés sans défense à un État qui tuait « au nom de la race ». Un holocauste attendu, prévu, pensé par ceux qui orchestraient cet abandon. En France, les coulisses du génocide sont toujours dans la nuit. L'implication des autorités françaises dans une telle horreur est trop « inimaginable » pour que les Français se fassent la violence de contester un discours lénifiant et rassurant. Ils se sont ralliés à la raison d'État. Des journalistes orchestrent la désinformation et manipulent l'opinion française. Des parlementaires assassinent la mémoire, enterrent le scandale avec une mission d'information conçue pour cela. Des sociologues et des historiens cautionnent cette mascarade. Des humanitaires préfèrent se taire devant les subventions et la raison d'État. Des hommes politiques brandissent « l'honneur de la France » et dénoncent ses ennemis. Avec 122 pages de documents visuels, soit près de 330 photos et 560 pages de textes, ce livre restitue la vérité par le texte et par l'image. C'est, après les dissimulations de la mission Quilès, une mise au point essentielle sur l'implication française dans le génocide des Tutsi. ■



9 782910 019754

30 € soit **196,79 F**

ISBN: 2-910019-75-6

Photo de couverture :
Accueil des soldats français de *Turquoise*
au Rwanda, en juillet 1994, après le génocide.
© 1994, Paterson/Liaison, Gamma.

Maquette: Irène Adamopoulos.